

Centre

Communes

LA LOUVIÈRE INTERPELLATIONS

Pour les députés wallons du Centre, pas question de laisser partir Royal Boch!

Trois députés wallons montent au créneau pour défendre les intérêts du projet Boch

Dans notre édition du 15 février, nous évoquions l'hypothèse de voir la manufacture Royal Boch quitter le sol louviérois. L'ire de l'actionnaire majoritaire se justifie par l'absence du terrain occupé par la faïencerie, dans la liste des sites d'activités économiques désaffectés. Le problème se situe au niveau de subsides puisque s'il n'est pas repris dans la liste, le site Boch ne bénéficiera pas de l'enveloppe nécessaire à son assainissement. Cela signifie donc qu'on devrait tirer un trait sur le projet Boch. Et ça, les députés wallons Philippe Fontaine, Maurice Bodson et Florine Pary-Milles y opposent. "Le Gouvernement wallon ne peut pas laisser partir Royal Boch!", signalent M. Fontaine et Mme Pary-Mille dans un communiqué qui fait part, tout comme M. Bodson, de leur intention d'interpeller le Gouvernement wallon. "La perte des subsides prévus pour la réhabilitation du site mettra en grand danger un projet d'aménagement complet qui comprend trois volets: la création d'un musée de la faïence autour des trois tours bouteilles,

l'installation de l'actuelle Faïenceries Royal Boch sur 3.000 des 12.000 m² du site et l'implantation d'un cinéma, de logements et de commerces"

Et le plan Marshall alors?

"Ce projet doit aboutir, c'est le devoir du Plan Marshall, sinon à quoi sert-il?", commentent les deux précités, rejoints dans un même élan par le député Bodson. "Autant dire qu'en plein centre de La Louvière, il s'agirait là d'un véritable coup de fouet, de dynamisme, d'optimisme pour la ville de La Louvière. Un site qui plus est, se trouve à côté de la gare de La Louvière Centre et en face du grand projet de piscine olympique et d'un réaménagement de tout le quartier où s'élèvera cette piscine".

Concrètement, le trio de députés compte demander aux ministres Antoine, Lutgen et Marcourt pourquoi le site n'a pas été retenu dans les 27 SAED et s'ils comptent laisser la Faïencerie ailleurs et peut-être à l'étranger?

Dans la foulée, ils demanderont également "pourquoi ils n'envisagent pas un plan d'investissement en 20 ans, type Bois du Caizier" et enfin "ce qu'ils comptent faire rapidement pour rencontrer les exigences de l'entreprise". ■■■

FVC